

## NOTES DE LECTURE

Éric BRIAN

Karl POPPER, *Un Univers de propensions. Deux études sur la causalité et l'évolution.*

Trad. et prés. par Alain BOYER. Combas, Éd. de l'Éclat, 1992. 14 x 21, 80 p.  
(« tiré à part »).

Les deux essais forment un testament intellectuel : Karl Popper livre tout d'abord sa philosophie de la probabilité dans « Un univers de propensions. Remarques nouvelles sur la causalité » (conférence donnée en 1988). Le second texte (lu un an plus tard et publié avec le précédent en 1990) peut être vu comme un prolongement où se déploie une théorie naturelle de la connaissance assez vertigineuse. La stricte présentation d'Alain Boyer situe les deux études dans le cheminement philosophique de l'auteur, soulignant leur caractère illustratif du rapport poppérien entre science empirique et spéculation philosophique.

Michel ZOBOULAKIS, *La Science économique à la recherche de ses fondements. La tradition épistémologique ricardienne, 1826-1891.* Préf. de Claude MÉNARD. Paris, Presses universitaires de France, 1993. 15 x 21,8, 227 p., bibliogr., glossaire, index (« Bibliothèque d'histoire des sciences »).

Partant du double constat que « Ricardo est l'auteur du premier modèle économique abstrait » et que ses continuateurs ont cherché à « rendre explicite la démarche de connaissance [de ce] modèle économique », M. Zouboulakis a exploré dans leurs œuvres non pas le recueil historique de discussions passées mais les traces de questions actuelles qui peuvent traverser l'épistémologie de l'économie. Constatant la nécessité d'une analyse interne et externe des conditions de possibilité de ce moment ricardien, M. Zouboulakis met en évidence une continuité épistémologique dans cette tradition économique très sous-évaluée en histoire de la pensée économique, tant il est généralement admis que la théorie de Ricardo aurait à peine survécu à son initiateur.

Continuellement travaillée par la question de la fondation de l'objectivité de la science économique, l'épistémologie des ricardiens apparaît procéder d'une

revendication de « régionalisation », de démarquage vis-à-vis des autres sciences sociales. M. Zouboulakis s'attache finalement à restituer l'esprit de régulation par l'empirie et les modalités d'internalisation des comportements humains socialement constitués propres à cette tradition. Voici une étude exemplaire de ce qu'une histoire des sciences opportunément équipée des ressources les plus étendues de l'épistémologie peut faire connaître.

De brèves notices éclairent enfin les itinéraires d'économistes aujourd'hui méconnus : Walter Bagehot (1826-1877), John Elliott Cairnes (1823-1875), John Neville Keynes (1852-1949, père de John Maynard Keynes), John Stuart Mill (1806-1873), Nassau William Senior (1790-1864), Henry Sidgwick (1838-1900) et Richard Whately (1787-1863).

MARX/PEUCHET, *À propos du suicide*. Trad. du texte allemand et prés. par Philippe BOURRINET. Castelnau-le-Lez, Climats, 1992. 12 x 17, 121 p. (« L'éclipse »).

Morellet, Peuchet, Marx, Durkheim. Voici un itinéraire singulier où se croisent économie, statistique et sociologie plus d'un siècle durant. P. Bourrinet n'a pas cherché à le parcourir systématiquement, il a seulement voulu faire connaître le chapitre que Jacques Peuchet (1758-1830), continuateur du *Dictionnaire du Commerce* de l'abbé économiste, a consacré aux causes du suicide dans ses *Mémoires tirés des Archives de la police de Paris pour servir à l'histoire de la morale et de la police depuis Louis XIV jusqu'à nos jours* (6 vol., 1836) ; puis, montrer les motifs de la traduction partielle donnée par Karl Marx en 1846 ; enfin, éclairer leurs réceptions au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce bref dossier convainc l'historien des sciences sociales de se défier des divisions disciplinaires en vigueur aujourd'hui.

MAX WEBER, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*. Trad. par Christian BOUCHINDHOMME, préf. de Philippe RAYNAUD. Paris, Gallimard/Nrf, 1991. 14 x 22,5, 431 p., index (« Bibliothèque des sciences humaines »).

Premier ouvrage de Max Weber traduit en anglais dès 1927, soit quatre ans à peine après l'édition originale posthume, l'*Histoire économique* est le manuel de la théorie wébérienne tiré de conférences données peu de temps avant la disparition de celui qui se considérait avant tout comme un économiste. Voici enfin accessible en français, dans une traduction claire et rigoureuse, une synthèse qui a modelé depuis presque trois quarts de siècle les travaux des historiens, des sociologues, des économistes de langue anglaise et allemande. D'autres pans de l'œuvre fondatrice restent, hélas, inédits en France.

*Histoire économique. xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle.* Éd. Michel MARGAIRAZ, av.-pr. de Jacques MARSEILLE. Paris, Larousse, 1992. 14,5 x 22, 820 p. (« Textes essentiels »).

Voici un panorama très complet de textes caractéristiques si ce n'est fondateurs des diverses approches déployées jusqu'ici en histoire de l'économie. Une esquisse historiographique de l'éditeur ouvre sur douze thèmes principaux (méthodes, cycles économiques, crises, proto-industrialisation, croissance et industrialisation, banque et capitaux, entreprises et patronat, commerce, statistique, État et finances publiques, agriculture, relations internationales et colonisation). Chacun d'entre eux est développé par une série d'articles ou d'extraits étendus, brièvement situés dans leur contexte intellectuel. Une soixantaine d'auteurs composent dès lors un étrange forum imaginaire, parmi eux : Louis Bergeron, François Bloch-Lainé, Jean Bouvier, Fernand Braudel, Rondo Cameron, François Caron, Pierre Chaunu, Alain Corbin, Catherine Coquery-Vidrovitch, François Crouzet, Alain Desrosières, Alain Dewerpe, Lucien Febvre, François Fourquet, François Furet, Éric Hobsbawm, Jean Heffer, Jean-Pierre Hirsch, Ronald H. Hubscher, Clément Juglar, Nicolas Kondratieff, Ernest Labrousse, Georges Lefebvre, Emmanuel Le Roy Ladurie, Maurice Lévy-Leboyer, Herbert Luthy, Edmond Malinvaud, Paul Mantoux, Jean Marczewski, Tihomir J. Markovitch, Jacques Marseille, Franklin Mendels, Michael B. Miller, Michel Morineau, Jean-Claude Perrot, Alain Plessis, Daniel Roche, W. W. Rostow, Robert Salais, François Simiand, Jacques Thobie, Pierre Vilar, Michel Volle, Immanuel Wallenstein et Denis Woronoff. Déballant systématiquement ses cartons, Michel Margairaz a publié un état des lieux plutôt qu'une somme. Indispensable, en tous cas, ne serait-ce que pour transmettre le dossier.

*Études & documents*, II, III, IV. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1990, 1991, 1992. 16 x 22, 595 p., 608 p., 725 p. (« Histoire économique et financière de la France »).

Le Comité pour l'histoire économique et financière de la France, créé en 1987 et installé en 1988 auprès du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, a pour vocation de regrouper les représentants des directions de ce ministère et des grandes institutions financières, d'une part, et les chercheurs et universitaires concernés, d'autre part. Ses actions d'animation scientifique, mises en œuvre par Florence Descamps, visent à structurer la recherche dans ce domaine par la préparation d'inventaires et de guides des sources destinés aux étudiants et aux chercheurs, ou encore par la mise à la disposition des chercheurs du Fonds ancien de la bibliothèque du ministère des Finances (ouverture prévue en 1994) ; par la constitution d'archives orales des témoins vivants ; par la sensibilisation des administrations à leur propre histoire ; par l'organisation de colloques et de journées d'études ; enfin, par la diffusion des travaux dans une collection *ad hoc* « Histoire économique et financière de la France ».

Dans le même esprit, la série annuelle *Études & documents* est destinée à accueillir les travaux des spécialistes, études et recherches, sources, mémoires et documents, exposés de méthode et orientations de recherche. « On peut, dit Michel Bruguière dans son avant-propos au volume I, [...] définir le champ d'étude de l'histoire financière comme incluant d'abord l'État financier, ses ministres, ses agents et fonctionnaires, ses budgets en recettes et dépenses, et ses divers procédés de trésorerie ou de statistique, sa comptabilité ; ensuite les personnages et les firmes dont l'activité financière et économique s'est déroulée grâce à l'État et dans son ombre, en amont ou en aval de la mécanique officielle ; par là d'ailleurs se révèle aussi bien d'autres systèmes financiers, liés aux collectivités territoriales et locales, ou aux ordres constitués (clergé, syndicats, Assistance publique, etc.). Enfin, il faut prendre en compte tous les procédés techniques par lesquels s'effectuent l'évaluation, la translation, la taxation ou la circulation des biens en cause : monnaie, en métal ou en papier, banques, change. Il va sans dire que la perspective, pour être exacte, doit être internationale. »

Parmi les nombreuses contributions parues à ce jour, signalons seulement celles-ci que les historiens du calcul des probabilités et des statistiques sauront apprécier. Guy Thuillier présente, dans le second volume de la série, les papiers d'Emmanuel-Étienne Du Villard (1755-1832). Ces pièces permettent d'éclairer ses travaux, ses liens avec les savants de ses contemporains, et son militantisme en matière d'« arithmétique politique » et de « mathématique sociale »<sup>1</sup>.

*État, finances et économie pendant la Révolution française.* Colloque tenu à Bercy les 12, 13, 14 octobre 1989 à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution française. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991. 16 x 22, 621 p., index (« Histoire économique et financière de la France »).

Une trentaine de spécialistes se sont réunis à Bercy en octobre 1989 pour contribuer à éclairer ce moment particulièrement obscur de l'histoire économique et financière de la France. La crise financière de la monarchie, mieux connue, fut examinée en quelques-unes de ses manifestations des derniers temps de l'Ancien Régime. Les années révolutionnaires furent parcourues au prix d'un inventaire d'une douzaine d'institutions administratives et financières. La question des politiques économiques a été abordée par un dossier de quatre articles sur le maximum et les salaires ; celle de la conjoncture économique par des études de

1. GUY THUILLIER, « À propos des papiers d'Emmanuel-Étienne Du Villard (1755-1832) », *Études & documents*, op. cit., vol. II, 1990, p. 425-436 (il s'agit, à la Bibliothèque nationale, des volumes N.a.f. 20576-20591, soit près de 4 300 feuillets). Id., « Du Villard et la création d'une chaire de mathématiques sociales au Collège de France (1813-1814) », *ibid.*, p. 461-469.

l'économie de guerre, des interventions de l'État et des transformations du commerce. Plus rares furent les contributions consacrées exclusivement aux théories économiques défendues dans la tourmente. Au total, un volume riche en points de repères sur des questions où les tentatives de synthèse sont aujourd'hui bien imprudentes.

Jean-Paul MASSALOUX, *La Régie de l'enregistrement et des domaines aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Étude historique*. Genève, Droz, 1989. 15,7 x 24,2, 414 p., 12 pl. (« École pratique des hautes études. IV<sup>e</sup> Section, sciences historiques et philologiques. V. Hautes études médiévales et modernes », 64).

L'ouvrage met remarquablement en évidence la permanence et le renouvellement d'une fonction caractéristique de l'État féodal, monarchique puis post-Révolutionnaire : la perception des droits d'enregistrement et des droits et des revenus domaniaux. La Régie, progressivement organisée sous l'absolutisme par la Ferme générale, fut le laboratoire d'un savoir-faire administratif décrit précisément par J.-P. Massaloux qui, dans le renouvellement des méthodes, a cherché les indices de ce qu'on qualifiera volontiers de rationalisation du travail d'État. Ce souci a conduit notamment à une éclairante étude de cas au XVIII<sup>e</sup> siècle, indispensable non seulement à l'historien de la spécialité, mais encore à celui des techniques mises en œuvre pour effectuer des inventaires, des enquêtes et des calculs.

Pierre-François PINAUD, *Les Receveurs généraux des Finances. 1790-1865. Étude historique. Répertoire nominatif et territorial*. Genève, Droz, 1990. 15 x 21,7, 251 p. (« École pratique des hautes études. IV<sup>e</sup> section, sciences historiques et philologiques. V. Hautes études médiévales et modernes », 66.)

Comprendre les transformations des institutions financières en France aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles impose, entre autres tâches préliminaires, de connaître précisément ceux qui les ont incarnées. P.-F. Pinaud ne s'est pas contenté d'identifier les receveurs généraux et leurs affectations pour la période ouverte par les tentatives institutionnelles de la Révolution et close par la fusion du corps avec celui des payeurs généraux (461 notices). Il esquisse l'analyse d'un lent processus en reconnaissant dans les itinéraires des personnes, des familles et du corps, la contribution des « descendants des profiteurs de la Révolution » au développement du capitalisme français.

Philippe ROSSET, *Les Officiers du Bureau des finances de Lille (1691-1790)*. Genève, Droz, 1991. 16 x 23, 257 p., index (« Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes », XXXI).

Le monde des bureaux des finances de la monarchie mérite un examen minutieux. Le cas de la Flandre offre la particularité d'une province « pilote » conquise sous l'absolutisme dont les officiers n'eurent cependant de cesse de revendiquer des particularités fondées sur une tradition locale plus ancienne. P. Rosset décrit et analyse successivement le métier de ces financiers, les groupes sociaux qu'ils ont formés, leurs cultures, leurs fortunes et l'économie de leur patrimoine. Deux mondes cohabitaient, celui des officiers subalternes, proches à maints égards des artisans et des marchands lillois, et celui des officiers supérieurs, membres du corps des bureaux des finances en quête d'anoblissement.

VAUBAN, *La Dîme royale*. Prés. par Emmanuel LE ROY LADURIE. Paris, Imprimerie nationale, 1992. 16 x 22, 293 p. (« Acteurs de l'Histoire »).

La création d'une prestigieuse collection tirée des presses de l'Imprimerie nationale est l'occasion de voir, enfin, près de soixante ans après celle d'Émile Coornaert, une nouvelle édition de la *Dixme Royale* que le maréchal fit imprimer en 1706. Le projet de table rase fiscale, tournant de l'histoire de la statistique, est introduit par une élégante évocation biographique que prolonge une analyse du système défendu et de l'art de raisonner qui le sous-tend.

Hélène VÉRIN, *La Gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle*. Paris, Albin Michel, 1993. 14,5 x 22,5, 455 p., index (« L'Évolution de l'humanité »).

« Que met-on à l'essai ? Une catégorie, celle d'ingénieur » (p. 401). Ce livre d'histoire de la technologie repose sur l'intention de ne pas perdre de vue les conditions concrètes dans lesquelles un art se constitue alors que se met progressivement en place la fonction d'ingénieur. L'essai déploie tout d'abord la catégorie dans les registres de la sémantique du mot « ingénieur », puis des transformations de la fonction et des conditions pratiques de l'art. Le cas des fortifications offre ensuite une étude de la besogne de réduction des problèmes technologiques. H. Verin fait ainsi connaître son objet en laissant voir une succession de facettes. Elle interroge alors le rôle d'intermédiaire tenu par l'ingénieur, à l'époque moderne, entre l'État et l'entreprise (ce fut son angle initial). Puis, elle déballe son bagage scientifique et ses usages. Un dernier chapitre, récapitulatif, esquisse, par une série d'études de cas, une épistémologie de l'art de l'ingénieur.

Le voici finalement caractérisé par sa faculté d'anticipation, disposé qu'il est à l'imprévu plutôt que capable de tout prévoir. Une belle analyse, fine et précise.

Antoine PICON, *L'Invention de l'ingénieur moderne. L'École des ponts et chaussées, 1747-1851*. Paris, Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 1992. 17 x 24, 768 p., index, ill.

La quasi-simultanéité des parutions des deux ouvrages pourrait suggérer qu'A. Picon ait pris le relais d'H. Vérin. La démarche du premier n'est pas celle d'une épistémologie historique mais plutôt celle d'une enquête institutionnelle envisagée comme une contribution à une histoire de la rationalité technique. Une autre voie en somme. A. Picon s'est donné pour programme de suivre l'École des ponts et chaussées depuis sa création et jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. L'étude est un bon exemple de ce que peut apporter une reconstitution des enseignements scientifiques et technologiques, efficacement situés dans un siècle d'importants renouvellements en la matière. A. Picon identifie dans la formation des ingénieurs des Ponts, les indices de profonds changements, à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, de la division du travail dans laquelle est pris l'exercice de l'art de l'ingénieur. Outre la thèse générale, ce livre copieux est susceptible d'éclairer très utilement ceux qui s'interrogent sur l'apprentissage de ces nombreux ingénieurs des Ponts qui, pendant la période étudiée, ont innové dans la pensée technologique et économique.

Guy ARBELLOT, *Autour des routes de poste. Les premières cartes routières de la France, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*. Av.-pr. de Monique PELLETIER. Paris, Bibliothèque nationale/Musée de la Poste, 1992. 24 x 30, 182 p., ill., index (« L'amateur de cartes »).

Si le premier guide du voyageur en France (1552) ne comportait pas de carte, les itinéraires du service de la Poste (dès 1632) ont inauguré une collection dont l'inventaire est aussi nécessaire à l'historien des voies de communication qu'à celui des connaissances topographiques et de leurs représentations. G. Arbellot prolonge l'enquête de Fr. de Dainville (*Cartes anciennes de l'Église de France*, Paris, Vrin, 1956) et livre aujourd'hui un répertoire élégant, opportunément illustré et discrètement érudit : voici la France de l'ancienne Poste, des chevauchées et des équipages. Près de cent trente-cinq notices décrivent précisément les cartes connues publiées du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, classées par périodes et par genres. Elles sont accompagnées de l'analyse des critères du savoir routier et de ses représentations, d'une esquisse d'histoire matérielle des cartes étudiées, et d'études de la transformation de quelques itinéraires. L'enquête documentaire conduit à une réflexion sur la genèse de la compréhension spatiale du territoire et des mouvements qu'il autorise.

*La Société industrielle et ses musées, 1890-1990. Demande sociale et choix politiques.* Sous la dir. de Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS, en collab. avec Eckhard BOLENZ et Anne RASMUSSEN, C.R.H.S.T., Cité des sciences et de l'industrie. Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992. 13,5 x 21, 286 p., index (« Histoire des sciences et des techniques »).

Pourquoi et comment a-t-on, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, créé et entretenu de coûteux musées techniques et industriels ? Cette question, envisagée sous un angle à la fois historique et international, a suscité un colloque tenu lors du cinquième anniversaire de la Cité des sciences et de l'industrie (La Villette, à Paris). La consécration du fait industriel en héritage culturel appelait une enquête comparative et internationale. La quinzaine de contributions publiées met en évidence des configurations diverses où se croisent le souci didactique, l'affirmation d'identités nationales ou industrielles, des stratégies de défenses d'intérêts économiques ou professionnels, la consolidation d'une spécialité muséographique et, bien sûr, des contraintes d'ordre budgétaire.

*The Blackwell Encyclopedia of Industrial Archaeology.* Ed. by Barrie TRINDER *et al.* Oxford (U.K.)/Cambridge (MA, U.S.A.), Basil Blackwell Ltd., 1992. 21 x 26,7, 964 p., bibliogr., index.

Préparée par une équipe internationale d'une soixantaine de spécialistes, cette encyclopédie se présente comme un guide pour l'identification des monuments, des établissements, des paysages et des musées qui gardent les traces laissées par l'activité industrielle depuis deux siècles et demi et dans une trentaine de pays (Europe de l'Ouest et de l'Est, U.R.S.S., États-Unis, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande). La compilation fournit, de plus, une vaste panoplie de définitions nécessaires à une approche historique de la technologie industrielle, et des notices d'orientation biographique. Chaque article est ponctué d'une bibliographie succincte. Un utile instrument de travail.